

Numéro	Objet	Publié le	Nomenclature
052/2025	Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget Primitif Principal 2026	11/12/2025	ID : 013-211300363-20251211-25_CM_052-DE

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

## Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
 Présents : **19**  
 Procurations : **6**  
 Votes : **25**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **vingt-huit octobre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.  
 Date de la convocation : **22 octobre 2025**

**OBJET : Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget Primitif Principal 2026**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.**

Résultat du vote :

Pour : **25**  
 Contre : **0**  
 Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane, représentée par POURTIER Yvette, AMAT Bruno représenté par BARAT Michel, AMIARD Ludivine représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par LIBOUREL Vincent, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par HOUDIN Florence.**

**Absent excusé : ROSELLO Louis, PERRIN Christine.**

Afin de permettre le règlement des dépenses d'investissement par la Commune avant le vote du budget principal **2026**, il est demandé au Conseil d'autoriser M. le Maire à procéder à l'engagement et au règlement des dépenses dans la limite du quart des crédits inscrits au Budget Principal **2025**.

**Vu** l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** que le Budget Primitif principal **2026** de la Ville d'Eyragues doit être voté au plus tard le **30 avril 2026** ;

**Considérant** que certaines opérations d'investissement doivent démarrer au cours du **1<sup>er</sup> trimestre** de l'année **2026** pour être menées à leur terme dans les délais requis ;

**Considérant** qu'afin d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater certaines dépenses, il est proposé d'appliquer les dispositions de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du Budget principal dans la limite du quart du montant inscrit au budget **2025** conformément au tableau ci-dessous :

<b>Affectation et montant des crédits pouvant être engagés et mandatés avant le vote du BP 2026</b>		
<b>Budget Principal</b>		
Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2025 (BP + DM1 + DM2)	Montant autorisé avant vote du BP 2026
20–Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(35 000,00 + 20 000,00 + 10 000,00 ) = 55 000,00	13 750,00 €
204–Subventions d'équipements versées	118 945,00	29 736,25 €
21–Immobilisations corporelles	1 391 593,00	347 898,25 €
23 – Immobilisations en cours	(2 047 780 - 20 000,00 – 100 000,00 ) = 2 027 780,00	506 945,00 €

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*